**Hautes Alpes - Visite ministérielle pour l'agriculture haut-alpine**

Marc Fesneau, Ministre de l’Agriculture et de la souveraineté alimentaire était dans les Hautes-Alpes vendredi 28 avril. Il s’est déplacé à la rencontre des agriculteurs afin d’échanger sur diverses problématiques. A La Saulce pour l’arboriculture, à St Laurent du Cros pour le pastoralisme, avant d’inaugurer le Salon de l’élevage à Gap après avoir conclu la séance de travail sur le pacte et la loi d’orientation et d’avenir agricoles. Devant l’Alp Arena, jusqu’à une petite centaine de manifestants l’attendaient au son des casserolades…

Publié le 03/05/2023 à 17h44

Marc Fresnau à la rencontre du monde agricole haut-alpin

**Le ministre très attendu par le monde agricole haut-alpin**

C’est sur l’exploitation de Grégory Favier, arboriculteur à La Saulce, que Marc Fesneaux, a débuté sa journée haut-alpine à la rencontre des acteurs agricoles du département.

**L’image du verger haut-alpin est celle d’un fruit de haute qualité qui pèse dans la balance pour 40 % des produits agricoles départementaux.** Une production fruitière reconnue par des labels tels que l’IGP, Label Rouge ou encore écoresponsable, preuve des bonnes pratiques environnementales menées depuis de nombreuses années par les arboriculteurs haut-alpins. Ceci étant posé, l’envers de la médaille commence à peser aux vues d’un certain nombre de difficultés, de dysfonctionnements, qui mènent à réfléchir sur l’avenir de la filière même si la confiance reste de mise.

**Échanges sur les préoccupations des arboriculteurs**

En présence du Préfet, Dominique Dufour, du Sénateur Jean-Michel Arnaud, des députés Joël Giraud et Pascale Boyer, du Président du Département, Jean-Marie Bernard, le Ministre s’est laissé guidé au cœur de l’exploitation de Grégory Favier avant d’échanger avec les arboriculteurs et les différents représentants des institutions (chambres départementale et régionale d’agriculture, FDSEA...).

Aléas climatiques, gestion de l’eau, mais aussi les problèmes d’assurances, de crédits d’impôts, de coûts de production, ceux de l’énergie, autant de thèmes qui ont été abordés avec une large partie consacrée à la question, souvent épineuse, de l’utilisation de produits phytosanitaires.

**Les freins et contraintes phytosanitaires**

Eric Allard, conseiller arboriculture à la chambre d’agriculture s’est fait la voix de la filière. Depuis le Grenelle de l’Environnement, il y a eu des évolutions écophyto « la France a pris des mesures franco-françaises de restriction sur beaucoup de pesticides, a juste titre on a supprimé environ 150 produits. Certains étaient vraiment toxiques pour les utilisateurs, l’environnement et le consommateur. Mais ces mesures franco françaises, avec des redevances pollutions diffuses très importantes (des taxes environnementales qui sont très chères dépassant parfois le prix du produit acheté), provoquent beaucoup d’impasses techniques». En effet, le changement climatique et les flux mondiaux de transport ont généré la migration de nouveaux ravageurs : « Nous subissons une invasion de punaises dites « diaboliques » sur toutes les cultures (fruits, légumes, vignes…) et on sait que le scarabée du Japon arrive, il est dans le piémont italien. Contre tous ces nouveaux ravageurs, et maladies on a peu ou pas de produits pour lutter ».

**« Quelles sont les alternatives » demande le ministre?**

Les solutions existent en Europe à travers 2 produits de substitution que seule la France interdit car il est estimé qu’ils contiennent des produits néonicotinoïdé et qui sont sous régime dérogatoire. Si rien n’est fait à échéance 2024, c’est toute la filière qui est menacée : « De nouvelles alternatives sont étudiées pour être prêtes d’ici 2029/2030. Dans ce laps de temps il faut trouver des solutions. Les autres pays européens utilisent ces deux produits et importent leur production en France. Nous perdons en compétitivité face à ces concurrents,**nous avons le droit de manger ce que nous n’avons pas le droit de produire** ».

**Le Ministre projette des mesures**

Marc Fresneau se veut dans l’action avec **3 phases pour garder le cap qui sont** **la programmation, la planification et les alternatives** : « J’ai demandé à ce que filière par filière et culture par culture on liste les impasses. Le sujet des produits phytosanitaires est central. Si on sort d’une molécule, il faut arriver à s’y tenir, y compris avec des moyens de recherche et d’innovation ».

Gageons que les fruits haut-alpins aient encore de beaux jours, que la solidarité et le professionnalisme des acteurs de la filière trouvent un écho retentissant auprès du gouvernement pour actionner les leviers nécessaires au monde agricole.

**Discussion autour de la prédation lupine à St-Laurent-Du-Cros**

C'est à la ferme du Champ du mouton, sur les hauteurs du village, que Marc Fresneau s'est entretenu avec les acteurs du monde agricole et les élus. Christophe Boyer, éleveur au sein du Parc National des Écrins le met d’emblée dans l’ambiance ! « L’année dernière entre mortes et disparues j’ai perdu 60 brebis. Je les ai descendues prématurément de l’alpage pour être tranquille et le soir même 33 de plus sont mortes, sans être mangées ! On ne peut rien faire, mes 6 chiens ont été blessés... »

**La prédation : un sujet majeur**

Émilie et Raphaël Eyraud, les hôtes de la matinée élèvent des moutons depuis 2007. En 2017 leur troupeau à subit sa première attaque de grand canidé. Depuis ils ont dû se doter de huit chiens de protection (bergers d'Anatolie). L'été dernier ils ont perdu dix bêtes, poussées sur une barre rocheuse et un de leur bélier a été mangé sur place à St-Laurent. « La capacité à faire vivre l’élevage est une préoccupation qui dépasse largement les départements de montagne. Les Hautes-Alpes font face à la prédation depuis des décennies. Il faut désormais prendre la mesure de la détresse qui s'exprime comme dans le cas d'Émilie et Raphaël. On ne peut pas se satisfaire de penser que seule une indemnisation résout le problème. Même si elle est à revoir à la hausse, en prenant en compte par exemple la perte subie en raison des avortements générés par le stress lors des attaques. La question est de savoir si les agriculteurs peuvent continuer à faire de l'élevage alors que leur troupeau est régulièrement attaqué » s'est interrogé le Ministre avant de proposer des solutions.

Dans un premier temps il souhaiterait que le **comptage des loups soit plus précis et validé par la profession d'éleveur afin d'adapter le pourcentage de tirs de prélèvements**. Un statut du chien d'éleveur devrait être défini par une loi afin de protéger les agriculteurs. « A terme il faudrait aussi délester la charge financière des éleveurs en ce qui concerne l'entretien des chiens en dehors des saisons de pâturages ».

**Élevage et biodiversité**

« Nous devons tout faire pour encourager l'élevage. Le pastoralisme permet de lutter contre les incendies, de préserver et d’enrichir la biodiversité. Il faut arriver à rendre compatible la présence du loup et une activité dont on a besoin d'un point de vue économique et écologique en se tournant, pourquoi pas, vers les nouvelles technologies » dira encore Marc Fesneau.

**Pacte et loi d’orientation et d’avenir agricoles**

C’est au son des casserolades et des coups de sifflet que Marc Fesneau arrive, entendant les manifestants chanter : « Nous ce qu’on veut c’est que Macron dégage », même si ces derniers sont tenus à distance par un imposant service d’ordre.

Il s’engouffre dans l’Alp Arena afin de clôturer la concertation régionale sur le Pacte et la loi d’orientation et d’avenir agricoles. A ses côtés des élus régionaux, la Chambre d’Agriculture Régionale… En face, une assemblée d’agriculteurs et de ses représentants.

D’emblée des phrases s’imposent plantant le décor : **« Sans terre et sans eau on ne pourra pas assumer l’autonomie alimentaire »** - « On fonde beaucoup d’espoir sur cette loi mais on attend que les spécificité de notre région soient prises en compte. » - « Pour avoir des installations il faut de l’eau, de la terre et que ça paye ! »

Ce sont des sujets capitaux qui vont être ici évoqués, Eau, foncier, productivité, changement climatique, il était spécifié par un éleveur : « Avec le dérèglement climatique le pastoralisme aura besoin de plus d’espace pour la production fourragère, c’est mécanique. », attractivité des métiers, formations, initiale et continue, installation et transmission car un tiers des chefs d’exploitation au niveau régional ont 60 ans et plus, adaptation et transition face aux bouleversements climatiques, produits phytosanitaires, bien-être animal, simplification administrative… Le Ministre reconnaissait à ce titre lui-même : « C’est vrai qu’une simplification administrative est nécessaire. Dans France 2030 il y a des moyens mais, c’est vrai, avec la complexité de France 2030… Il faut également lever le frein de la durée des procédures ! »

**Cette concertation régionale a donné lieu à 25 propositions qui ont été déroulées à Marc Fesneau qui était conscient des conflits d’usage et des ambivalences de la population** : tout le monde veut préserver la terre agricole mais chacun veut sa villa ; tout le monde veut préserver l’eau mais chacun veut sa piscine… Il concluait : « Covid et guerre en Ukraine nous ont démontré l’importance de la souveraineté. » Le calendrier qu’il annonçait : « Je vais m’approprier cette concertation et, fin mai début juin, la synthèse sera faite. En septembre le texte sera sur la table des Ministres.**Je veux que ce pacte soit non politisé, ce serait un beau message aux agriculteurs si on arrivait à tous se mettre d’accord !** »

A un moment donné, durant les échanges, le courant saute, coupé par la CGT Énergie ?! Plus de micro ni d’écrans… Cela durera quelques minutes avant que les techniciens ne remettent tout en marche grâce à un groupe électrogène. Durant les 2h30 d’échanges les manifestants continueront à se faire entendre…

**Au Salon de l’Élevage à Gap**

Le 5ème Salon de l’Élevage était porté par les Jeunes Agriculteurs, soutenus par les élus, Département et Ville de Gap en tête.

**« Sans les agriculteurs on perd la moitié de notre patrimoine ! »**

C’est ce qu’affirmait Jean-Marie Bernard, Président du Département, tant tourisme et agriculture sont dans les Hautes-Alpes liés. Et de citer « le carton plein » du Salon de l’Agriculture 2023, tant au niveau des participants, plus d’une centaine, que des récompenses glanées, le nouvel abattoir de Gap, la construction de la nouvelle Chambre d’Agriculture, pour faire comprendre que « les Hautes-Alpes sont un département agricole de montagne. Il faut promotionner cette activité et ses filières. »

Ce n’est pas Edouard Pierre, Président des Jeunes Agriculteurs 05 et organisateur de la manifestation, qui le démentait. Cet évènement se veut « un Salon complet, intégrant pour la première fois les filières végétales telle l’arboriculture, un marché de producteurs, et mettant en avant l’ensemble des filières auprès du grand public. C’est l’occasion pour nous de communiquer sur notre travail, nos productions » disait-il.

Ce sont aussi 160 bovins et 260 ovins qui ont concouru, sans compter les agneaux, une centaine, qui étaient présents. Les concours duraient tout le week-end, animés par les éleveurs, et représentaient les différentes races, une 1ère pour la race Aubrac. Pour les ovins, 4 départements participaient aussi, les Hautes-Alpes, les Alpes de Haute Provence, les Bouches du Rhône, le Vaucluse et la Drôme. Mais parmi les animaux pas de volailles, à cause de la grippe aviaire, mais plusieurs races équines de chevaux de trait étaient dévoilées.

Ces animations permettaient également une belle communication sur la recherche de plus en plus accrue de la qualité au travers notamment des labels, tels pour l’Agneau de Sisteron, le Bleu du Queyras ou la Tomme du Champsaur. Un atelier de transformation fromagère et un stand Bleu du Queyras et de production de semences pour les farines des boulangeries locales, se faisaient par ailleurs remarquer.

Le vendredi 28 avril au soir, jour de l’ouverture, un nocturne était assuré, et tout au long des 3 jours des points de restauration tenus. « On peut acheter, goûter, voir » spécifiait encore Edouard Pierre soulignant que ce Salon avait nécessité 18 mois de travail pour les J.A 05 !

**« C’est une véritable exploitation qui est déplacée à Gap ! »** Et pour mémoire Edouard Pierre citait quelques chiffres : 15 tonnes de foin et 10 tonnes de paille y étaient consommées, et une salle de traite récoltait les laits. « Tout ce qui est vendu ou consommé en termes alimentaire est issu d’une production haut-alpine » affirmait-il !

Les enfants aussi ! Durant les semaines qui ont précédé l’évènement les J.A05 se sont rendus dans 7 centres sociaux à la rencontre des enfants et ce sont ainsi plus de 350 qui ont pu visiter ce 5ème Salon de l’Élevage, le second organisé à Gap, une forme de concrétisation de ces rencontres.

« On espère pouvoir donner notre feuille de route, faire passer des propositions et pouvoir discuter en direct avec le Ministre» espérait Edouard Pierre !

**Marc Fesneau inaugurait le Salon**

C’est avec l’ensemble des élus haut-alpins et les représentants du monde agricole que le Ministre coupera le ruban inaugural de ce 5ème Salon de l’Élevage. Comme lors d’un mini Salon de l’Agriculture parisien le Ministre fait le tour des stands, échangeant quelques mots, goûtant vins, tourtons, Bleu du Queyras ou Tomme du Champsaur… Alors que Marc Fesneau est salle de la Blache où sont installés les bovins, quelques manifestants qui sont arrivés à s’infiltrer sortent les sifflets pour débuter une manifestation. Ils sont alors immédiatement neutralisés par le service de sécurité et le Ministre peut poursuivre sa visite des lieux.

En terminant sa journée haut-alpine, vers 17h30, Marc Fesneau doit à nouveau affronter les casserolades dont le mégaphone est alors monté à fond…

**Haute Ecole du Bois et de la Forêt -  Le dossier remis au Ministre**

A l’occasion de son voyage officiel dans les Hautes-Alpes Marc Fesneau a reçu le dossier des mains de Joël Giraud, Député des Hautes-Alpes, ancien Ministre et parrain du projet, en présence de Jean-Marie Bernard, Président du Conseil départemental, Jean-Michel Arnaud, Sénateur des Hautes-Alpes, Alain Sanchez, Maire de L’Argentière-La Bessée, et du Préfet Dominique Dufour.

C’est une étape de plus franchie vers l’ouverture prévue pour 2026 du premier campus européen des métiers de l’architecture, du bois et de la forêt.

La filière bois française, qui est une réelle valeur ajoutée à l’économie nationale - la forêt française métropolitaine couvre 30 % du territoire et ce secteur représente 25Md€ (1,1% du PIB) et bientôt près de 500 000 emplois directs et indirects - est aujourd’hui en proie à certaines difficultés.

Cette école, dont l’idée est née dans la tête de Florian Court, jeune haut-alpin lui-même diplômé de la gestion forestière, viendra justement répondre à un réel besoin de formation dans ces filières, à l’échelle nationale mais aussi européenne.

Deux sites doivent ainsi voir le jour au coeur des Alpes françaises, avec le pôle bois et forêt à L'Argentière-la-Bessée et le pôle sur l'architecture de montagne à Embrun.

Joël Giraud tient à saluer uns fois de plus les présidents des communautés de communes du Pays des Ecrins, Cyrille Drujon d’Astros, et de Serre-Ponçon, Chantal Eyméoud pour leur engagement crucial dans l’avancement du projet. Il remercie aussi les deux porteurs de projet Serge Giordano et Florian Court, sans qui rien n’aurait été possible.

Enfin, il se félicite de l’écoute du Ministre Marc Fesneau, alors que le projet entre dans sa phase terminale avant le début des travaux prévu pour le début de l’année 2024.